

59-2016-00130

Courrier arrivés

21 OCT. 2016

DDTM du Nord / SEC



62 Rue Saint-Sulpice - CS 40520  
59505 Douai Cedex

www.norevie.com  
www.norevous.com  
www.norevie-immobilier.fr

**DDTM du Nord**

62 Boulevard de Belfort  
B.P. 289  
59019 LILLE Cedex

**Nos références : AVM/CH - 161020A**

**Objet** : Dossier de Loi sur l'eau  
Opération de Neuville Saint Rémy  
Construction de 38 logements locatifs

Douai, le Mercredi 20 octobre 2016,

Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-joint le dossier de Loi sur l'eau dûment modifié concernant l'opération citée ci-dessus en objet.

Vous en souhaitant bonne réception,

Veuillez agréer, Monsieur, nos sincères salutations,

**SPE 59 / REÇU LE**

**24 OCT. 2016**

**N° 1467**

AUDE VANDE MEERSCHE  
Responsable d'Opérations

**Opération suivie par :**

**Aude Vande Meersche - 06.73.99.03.82**

**Cathy Houseaux - Assistante d'Opérations - 03.27.99.65.14.**



**Douai&Co**

Société Anonyme  
Entreprise Sociale pour l'Habitat  
Capital 10 661 600 € - R.C.S DOUAI 045.950.318  
Tél. : 03 27 93 53 53

Locataires : 03 27 99 65 00 + code d'accès - Demandeurs : 03 27 99 64 64 + code d'accès



PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
LA VIABILISATION D'UNE OPERATION DE CONSTRUCTION DE 38 LOGEMENTS  
RESIDENCE JEAN-JACQUES SÉGARD EN EXTENSION À LA RUE ALBERT SAMAIN

DOSSIER N° 59-2016-00130  
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE  
Le préfet du NORD

Officier de l'Ordre national du mérite

Officier de la Légion d'honneur

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 04 novembre 2016, présenté par NOREVIE, enregistré sous le n° 59-2016-00130 et relatif à : LA VIABILISATION D'UNE OPERATION DE CONSTRUCTION DE 38 LOGEMENTS RESIDENCE JEAN-JACQUES SEGARD EN EXTENSION A LA RUE ALBERT SAMAIN A NEUVILLE-SAINT-REMY ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**NOREVIE  
Centre Tertiaire l'Arsenal  
62, Rue St Sulpice BP 40520  
59500 DOUAI**

concernant :

**LA VIABILISATION D'UNE OPERATION DE CONSTRUCTION DE 38 LOGEMENTS RESIDENCE JEAN-JACQUES SEGARD EN EXTENSION A LA RUE ALBERT SAMAIN**

dont la réalisation est prévue dans la commune de NEUVILLE-SAINT-REMY.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 04 janvier 2017**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de NEUVILLE-SAINT-REMY où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la notification du récépissé et par les tiers dans un délai de un an à compter de l'affichage ou de la publication du récépissé. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le **10 NOV. 2016**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Police de l'Eau,

Lionel STANISLAVE

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

398/PE

Monsieur le Maire  
de la ville de Neuville-Saint-Rémy  
Place Lhôtellier

59554 NEUVILLE-SAINT-REMY

Lille, le

**27 MARS 2017**

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par NOREVIE en date du 10 novembre 2017, modifié les 04 novembre 2016 et 27 janvier 2017 concernant l'opération suivante « **viabilisation d'une opération de construction de 38 logements résidence Jean-Jacques Ségard en extension à la rue Albert Samain à Neuville-Saint-Rémy** ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

François DEWILDE en charge de l'instruction de ce dossier, enregistré sous le n° 59-2016-00130, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03 28 03 84 20 – mail : francois.dewilde@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORASSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Douaisis-Cambrésis



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

39719E

Monsieur le Directeur  
de NOREVIE  
62, rue Saint Sulpice  
BP 40520

59505 DOUAI cédex

Lille, le

**27 MARS 2017**

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

**« la viabilisation d'une opération de construction de 38 logements résidence Jean-Jacques Ségard en extension à la rue Albert Samain à Neuville-Saint-Rémy »,**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 10 novembre 2016, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Cet accord est basé sur le dossier reçu le 21 octobre 2016, modifié par les dossiers reçus le 04 novembre 2016 et le 27 janvier 2017.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux. Vous voudrez donc bien nous communiquer cette date sur la base du modèle joint.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Neuville-Saint-Rémy pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (espèces protégées, urbanisme, ...). Elle ne vous autorise pas non plus à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

.../...

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi 8h-12h30 – 13h30-17h  
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 10  
62, boulevard de Belfort -CS 90007 - 59042 Lille cedex

François DEWILDE, en charge de l'instruction de votre dossier n°59-2016-00130, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03 28 03 84 20 – mail : francois.dewilde@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORASSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Douaisis-Cambrésis

**DOCUMENT A ENVOYER IMPERATIVEMENT**

**VIABILISATION D'UNE OPERATION DE CONSTRUCTION DE 38 LOGEMENTS RESIDENCE  
JEAN-JACQUES SEGARD EN EXTENSION A LA RUE ALBERT SAMAIN**

**Commune de Neuville Saint Rémy**

**Pétitionnaire : NOREVIE**

**Dossier n°59-2016-00130**

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare démarrer les travaux à la date du

**à retourner dûment complété à :**